

DANS L'ACTUALITE du 29 décembre 2015 au 4 janvier 2016

JORF n° 0001 du 1 janvier 2016

Modification des conditions de réalisation de la surveillance de la qualité de l'air à l'intérieur des locaux

[Décret n° 2015-1926 du 30 décembre 2015 modifiant le décret n° 2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains établissements recevant du public](#)

Création de l'Etablissement public d'aménagement de Paris-Saclay

[Décret n° 2015-1927 du 31 décembre 2015 relatif à l'Etablissement public d'aménagement de Paris-Saclay](#)

JORF n° 0303 du 31 décembre 2015

Modification du montant des seuils de procédure formalisée pour la passation des marchés publics et de certains contrats relevant de la commande publique ainsi que du montant du seuil pour leur transmission au contrôle de légalité lorsqu'ils sont passés par les collectivités territoriales et leurs établissements publics

[Décret n° 2015-1904 du 30 décembre 2015 modifiant les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique](#)

Partie réglementaire du code de l'énergie

[Décret n° 2015-1823 du 30 décembre 2015 relatif à la codification de la partie réglementaire du code de l'énergie](#)

Évolutions réglementaires concernant la prévention et la gestion des déchets

[Décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015 portant diverses dispositions d'adaptation et de simplification dans le domaine de la prévention et de la gestion des déchets](#)

Seuils de procédure applicables aux conventions de bail conclues par l'Etat en application de l'article L. 2122-15 du code général de la propriété des personnes publiques

[Arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application des articles R. 2122-35 et R. 2122-39 du code général de la propriété des personnes publiques](#)

JORF n° 0302 du 30 décembre 2015

Mise en œuvre de la protection des sites d'intérêt géologique

[Décret n° 2015-1787 du 28 décembre 2015 relatif à la protection des sites d'intérêt géologique](#)

Grand Paris Express : les travaux du second tronçon déclarés d'utilité publique et urgents

[Décret n° 2015-1791 du 28 décembre 2015 déclarant d'utilité publique et urgents les travaux nécessaires à la réalisation des tronçons de métro automatique du réseau de transport public du Grand Paris reliant, ...](#)

JORF n° 0301 du 29 décembre 2015

Modalités de la réutilisation des informations du secteur public

[LOI n° 2015-1779 du 28 décembre 2015 relative à la gratuité et aux modalités de la réutilisation des informations du secteur public \(1\)](#)

Mise en conformité la partie réglementaire du code de l'urbanisme avec les dispositions issues de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové et de la loi du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives

[Décret n° 2015-1782 du 28 décembre 2015 modifiant diverses dispositions de la partie réglementaire du code de l'urbanisme](#)

Recodification du livre Ier de la partie réglementaire du code de l'urbanisme et modernisation du contenu des plans locaux d'urbanisme

[Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme](#)

Circulaire

Présentation des incidences de la suppression de la clause de compétence générale des départements et des régions sur l'exercice des compétences des collectivités territoriales ainsi que les incidences du nouveau cadre d'exercice des compétences sur le financement des projets publics

[Instruction du Gouvernement relative aux incidences de la suppression de la clause de compétence générale des départements et des régions sur l'exercice des compétences des collectivités territoriales du 22 décembre 2015](#)

Abrogation de la circulaire NOR MCT B06 00060C du 3 juillet 2006 sur la mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales en ce qui concerne les interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements

[Instruction du Gouvernement relative à la nouvelle répartition des compétences en matière d'interventions économiques des collectivités territoriales et de leurs groupements issue de l'application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République \(NOTRe\) du 22 décembre 2015](#)

Jurisprudence

Délai et modalité de la mise en œuvre du projet de retrait du permis de construire

[CE 30 décembre 2015 société Polycorn, req. n° 383264](#)

Le Conseil d'État confirme la suspension des deux délibérations par lesquelles la commune de Roquebrune-sur-Argens avait accordé le bénéfice de la protection fonctionnelle à son maire, au titre des poursuites pénales dont celui-ci fait l'objet

[CE 30 décembre 2015 Commune de Roquebrune-sur-Argens, req. n° 391798](#)

Sous-critère et examen des capacités professionnelles des candidats

[CAA Bordeaux 15 décembre 2015 société DTP Terrassement, req. n° 13BX02346](#)

Quels sont les moyens invocables en appel dans le cadre du contentieux contractuel ?

[CE 16 décembre 2015 société Ruiz, req. n° 373509](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Les nouveaux seuils européens des marchés publics applicables au 1er janvier 2016

[Un décret du 31 décembre 2015 fixe de nouveaux seuils d'application des directives européennes pour les contrats de la commande publique.](#)

Source : le Moniteur du 04/01/2016

Marchés publics : quand l'état d'urgence permet de passer des contrats de gré à gré

[Suite aux attentats survenus en Ile-de-France le 13 novembre, la Direction des affaires juridiques de Bercy explique comment les acheteurs publics peuvent recourir aux marchés négociés de l'article 35 II 1° du Code des marchés publics.](#)

Source : le Moniteur du 29/12/2015

Urbanisme

Modernisation du contenu du plan local d'urbanisme

[Dans le prolongement de l'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015, un décret emporte nouvelle codification à droit constant de la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme.](#)

Source : la gazette des communes du 04/01/2016

Articulation entre autorisations d'urbanisme et code de l'environnement : ouverture d'une consultation publique

[Le ministère du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité soumet à consultation publique le projet de décret destiné à articuler les procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du code de l'environnement. Les observations sont attendues jusqu'au 16 janvier 2016.](#)

Source : le Moniteur du 29/12/2015

1er janvier 2016 : Des nouvelles mesures en faveur des projets d'aménagement

[Sylvia Pinel, ministre du Logement, de l'Égalité des territoires et de la Ruralité, annonce l'entrée en vigueur, au 1er janvier, de trois décrets visant à développer, améliorer et sécuriser les opérations d'aménagement et de construction de logements.](#)

Source : territoires.gouv.fr du 29/12/2015

Rénovation du code de l'urbanisme : deux nouveaux décrets publiés au JO

[Deux décrets publiés au Journal officiel du 29 décembre modifient la partie réglementaire du code de l'urbanisme. Le premier adapte les dispositions du texte aux lois Alur et de simplification de la vie des entreprises. Le second, plus consistant, revisite les dispositions et modernise le plan local d'urbanisme.](#)

Source : le Moniteur du 29/12/2015

Tour Triangle : la demande de permis de construire a été déposée

[Unibail-Rodamco a annoncé avoir déposé le 24 décembre son dossier pour l'immeuble de grande hauteur qu'il projette de construire à la porte de Versailles, dans le XV^e arrondissement de Paris.](#)

Source : le Moniteur du 29/12/2015

Environnement

La non-publication des bilans d'émissions de gaz à effet de serre passible d'amende

[La réalisation et la publication d'un bilan de gaz à effet de serre par les entreprises de plus de 500 personnes en métropole et de plus de 250 salariés en outre-mer sera désormais obligatoire, sous peine d'une amende d'un montant maximal de 1 500 euros, selon une ordonnance publiée samedi 26 décembre au Journal officiel.](#)

Source : le Moniteur du 28/12/2015

Collectivités territoriales

Toulouse Métropole et le conseil départemental s'accordent sur leurs compétences

Les deux collectivités territoriales ont rendu public un document actant le nouveau cadre de leur partenariat le 15 décembre. Le Département de Haute-Garonne garde l'action sociale. La Métropole de Toulouse récupère tout ce qui est lié à la politique de la ville : FSL, FAJ et prévention spécialisée.

Source : la gazette des communes du 29/12/2015

Presse

Etat d'urgence : le réveil des tribunaux administratifs

Les 391 assignations à résidence ordonnées depuis le 13 novembre 2015 sont susceptibles d'être frappées d'illégalité. A en croire l'ordonnance du tribunal administratif de Pau, rendue mercredi 30 décembre 2015, le ministère de l'intérieur risque d'être confronté à un sérieux problème.

Source : le Monde du 01/01/2016

Métropole du Grand Paris : la simplification n'est pas au rendez-vous

Le cadre institutionnel de l'Ile-de-France change. Complexe, la nouvelle organisation sera très progressive.

Source : les Echos du 31/12/2015

Métropole du Grand Paris : des compétences limitées et des pouvoirs contestés

La Métropole du Grand Paris (MGP), qui verra le jour le 1er janvier 2016, aura besoin de temps pour rivaliser avec le Grand Londres.

Source : le Monde du 29/12/2015